



PROGRAMME D'ÉTUDES:

« CHANGEMENT CLIMATIQUE : IMPACTS SUR LE MAROC
ET OPTIONS D'ADAPTATION GLOBALES »

Projet d'étude:

Sécurité alimentaire et sanitaire face au
changement climatique : Essai pour une
stratégie d'adaptation dans le cadre d'une
gouvernance intégrée au Maroc

3ème Livrable:

*« Réformes stratégiques favorisant une meilleure synergie
entre les systèmes de gouvernance du changement climatique
et de la sécurité alimentaire et sanitaire au Maroc »*

Groupe de travail:

Mohamed BEHNASSI (NRCS / Université Ibn Zohr)

Rachid MRABET (INRA)

Mohamed BOUSSAID (GIZ / NRCS)

Sanni YAYA (Université d'Ottawa, Canada)

- Introduction
- Objectifs de l'étude
- Structure du rapport
- Démarche méthodologique
- Résultats & Recommandations

- Le Maroc, comme nous l'avons constaté durant les phases 1 & 2 de cette étude, est sévèrement exposé aux impacts du CC sachant que ses capacités d'adaptation (financière, technique, gouvernance...) restent limitées.
- D'où son niveau élevé de vulnérabilité, notamment sur le plan de la sécurité humaine.
- Cette situation découle de sa très forte dépendance des ressources naturelles et des services écosystémiques vu la prédominance des activités d'agriculture, d'élevage, de pêche, d'exploitation forestière, d'agroalimentaire et de tourisme.

- Les impacts du CC entraînent déjà des perturbations dans le cycle des précipitations qui se traduisent par des phénomènes extrêmes — inondations (abondance) ou sécheresses (pénurie) — qui affectent la production alimentaire.
- Combinés à d'autres facteurs de vulnérabilité sociale et économique — exclusion, sous-emploi, effets indésirables de la globalisation sur les petits producteurs, faible accès aux services sociaux et sanitaires — le CC agit comme amplificateur des situations déjà précaires pour les couches les plus vulnérables de la société.

- Les effets du CC continueront de se manifester au Maroc, et prendront même de plus en plus d'importance au cours des années à venir, au-delà de l'échéance fixée pour la réalisation des OMD.
- Dans un tel scénario, s'ouvrir sur des modes de gouvernance adaptés et efficaces s'avère de plus en plus utile pour gérer les risques induits par le CC, notamment pour la sécurité humaine.
- Dans une telle perspective, l'intégration des politiques, la cohérence et la compatibilité des cadres d'action ainsi que la gouvernance multiniveau sont les fondements essentiels de toute stratégie susceptible de gérer les défis posés.

- C'est dans cette perspective que la 3^e phase de l'étude a été réalisée sous le thème: « Réformes stratégiques favorisant une meilleure synergie entre les systèmes de gouvernance du changement climatique et de la sécurité alimentaire et sanitaire au Maroc ».
- Les trois objectifs suivants ont guidé l'analyse que nous avons faite durant cette phase :

Objectifs de la 3ème phase de l'étude

- Objectif 1** Proposer des lignes directrices pour l'élaboration des réformes stratégiques favorisant une gouvernance intégrée du changement climatique et de la sécurité alimentaire et sanitaire
- Objectif 2** Proposer des recommandations pour des réformes stratégiques du système de gouvernance de la sécurité alimentaire dans la perspective de la gestion du risque climatique et de la promotion de la santé
- Objectif 3** Émettre des recommandations pour des réformes stratégiques du système de gouvernance de la sécurité sanitaire dans la perspective de la gestion du risque climatique et d'une sécurité alimentaire durable

Structure du 3e livrable

Partie 1 Lignes directrices pour l'élaboration des réformes stratégiques favorisant une gouvernance intégrée du changement climatique et de la sécurité alimentaire et sanitaire

- ✧ Cette partie montre l'importance stratégique de la cohérence et de l'intégration des politiques climatique, alimentaire et sanitaire comme un préalable au développement d'un système de gouvernance intégrée pouvant gérer ces domaines dans un esprit de synergie et de compatibilité. L'analyse, et en se référant à un benchmark international, présente aussi les conditions nécessaires à réunir pour réussir une telle orientation stratégique telles que l'implication des parties prenantes dans les processus décisionnels engagés à tous les niveaux, l'adoption d'une perspective à long terme et la gestion efficace et participative des connaissances.
- ✧ Des recommandations pour consolider les systèmes de gouvernance dans la voie de l'intégration ont été émises.

Structure du 3e livrable

Partie 2 Gouvernance de la sécurité alimentaire dans la perspective de la gestion du risque climatique et de la promotion de la santé publique: Réformes stratégiques

- ✧ Après l'analyse des dynamiques de développement agricole et de la sécurité alimentaire au Maroc, ainsi que les déterminants structurels de l'intégration du changement climatique dans la sécurité alimentaire, cette partie met l'accent sur l'articulation entre les politiques alimentaires et sanitaires dans une perspective de gouvernance.
- ✧ L'analyse couvre également les mécanismes efficaces dans le domaine de la gestion des risques alimentaires et sanitaires induits par le développement agricole et environnemental. Enfin, des recommandations dans le sens d'intégrer les systèmes de gouvernance alimentaire et sanitaire ont été émises selon un benchmark international.

Structure du 3e livrable

Partie 3 Gouvernance de la sécurité sanitaire dans la perspective de la gestion du risque climatique et d'une sécurité alimentaire durable: Réformes stratégiques

- ✧ Dans cette partie, on s'est penché sur l'analyse de l'efficacité et l'utilité des nouveaux modes de gouvernance dans la gestion des interactions entre le changement climatique et la santé au Maroc ainsi que les différents obstacles à éliminer pour garantir l'optimisation d'un tel processus.
- ✧ Les bonnes pratiques développées dans certains pays, selon un benchmark international, ont été présentées dans la perspective d'inspirer les initiatives que le Maroc pourra prendre.
- ✧ Le cas de la gestion de la maladie de leishmaniose répandue dans certaines régions était présenté comme illustration sur le degré de vulnérabilité du Maroc sur le plan sanitaire.

Démarche méthodologique

Travail de recherche et d'analyse documentaires à partir de ressources collectées de différentes sources

Démarche qualitative exploratoire (adaptée avec la nature incertaine et complexe des questions traitées)

Démarche quantitative n'a pas été marginalisée, ce qui a permis parfois d'exprimer avec précision et de rendre vérifiables un certain nombre d'idées qualitatives

Approche politique + approches économique et sociologique (réformes stratégiques à mener dans la voie de l'intégration des politiques et systèmes de gouvernance)

I

Lignes directrices pouvant guider les réformes stratégiques au Maroc dans le domaine de la gouvernance intégrée du CC et de la sécurité alimentaire et sanitaire

- ✧ La complexité des défis dont fait face le pays — tels que le CC, la sécurité humaine et la rareté des ressources — évoque la question de savoir dans quelle mesure les formes traditionnelles de la gouvernance peuvent garantir leur gestion efficace.
- ✧ Ce constat invite le pays à entreprendre des réformes stratégiques pour parvenir à un système de gouvernance efficace et adapté avec la nature des enjeux en question.
- ✧ Le Maroc commence à reconnaître que les crises env., énergétique, économique et alimentaire sont les composantes interdépendantes d'une seule et même crise dont la maturation tend à s'accélérer dangereusement.

- ✧ Ces interrelations, souvent affirmées dans les discours, ne se traduisent cependant pas par l'impulsion d'une synergie forte entre les stratégies nationales, encore trop fragmentées et élaborées selon une logique plutôt sectorielle.
- ✧ Le pays est aux prises avec de nombreux problèmes de gouvernance qui risquent d'entraver la mise en place de mesures efficaces pour réduire la vulnérabilité des populations aux impacts du CC sur leur sécurité humaine.
- ✧ Dans l'ère actuelle, les gouvernements sont généralement structurés par spécialisation et chaque ministère conserve une forte autonomie, ce qui peut expliquer l'hétérogénéité des réponses des administrations face à une même question.

- ✧ Les questions couvertes par cette étude sont complexes, transversales et et transgénérationnelles.
- ✧ Ils impliquent une démarche multidimensionnelle qui prend en compte, pour l'élaboration des décisions et des politiques, les aspects socio-économiques, politiques, environnementaux et culturels.
- ✧ D'où une nouvelle difficulté institutionnelle, non seulement parce que cette réalité impose aux pouvoirs publics d'agir dans un contexte d'incertitude et d'urgence, mais aussi parce qu'elle est en contradiction avec les processus traditionnels d'élaboration et d'application des politiques qui tendent à être généralement indépendants, fragmentés et fermés.

- ✧ Cela conduit à s'interroger sur la capacité de l'appareil gouvernemental à assurer la cohérence de ses approches et de ses réponses dans ces domaines.
- ✧ Les politiques sectorielles ne suffisent pas et il faut adopter une approche globale.
- ✧ Une telle approche doit faire intervenir tous les échelons de l'administration, ce qui défie le système conventionnel de la gouvernance et de l'organisation de l'État.
- ✧ Les défis en question impliquent aussi des choix stratégiques et la capacité de tenir des engagements à long terme ainsi que les moyens de fournir aux décideurs à tous les niveaux les informations et les connaissances nécessaires pour bien fonder leurs décisions qui dépassent souvent les frontières de leurs secteurs d'intervention.

- ✧ Il importe d'instaurer des pratiques conduisant à une plus grande intégration des objectifs et des actions aussi bien au plan « vertical » — c'est à dire entre les niveaux international, national et infranational de pouvoirs publics — qu'au plan « horizontal » — c'est-à-dire entre les entités d'un échelon donné de l'administration.
- ✧ Mais la principale difficulté réside encore dans l'incapacité des mécanismes traditionnels de coordination d'administration à assurer la mise en place de pratiques véritablement intégrées entre les différents niveaux de décision.
- ✧ Une autre difficulté tient aussi aux facteurs qui font obstacle à une coopération concrète entre les différents niveaux de la décision.

- ✧ L'intégration des politiques internationales et nationales doit être un important déterminant de la fixation des priorités au Maroc.
- ✧ Cette étroite imbrication entre les priorités nationales et les engagements internationaux fournira au pays des opportunités énormes en termes de gouvernance, de légitimité, d'harmonisation et de soutien financier et technique externe.
- ✧ Au Maroc de demain, les récents changements d'orientation des politiques publiques, en termes de décentralisation et de déconcentration des pouvoirs, doivent porter non seulement sur les politiques générales, mais aussi sur celles du changement environnemental et de sécurité humaine.

- ✧ Dans toute dynamique d'intégration, et en relation avec l'objet de cette étude, il faut veiller à ce que le rythme de dvlpt humain durable soit maintenu en l'adaptant au CC.
- ✧ La prise en compte du CC dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies sectorielles de développement est aussi stratégique.
- ✧ Cela implique la révision de ces stratégies en fonction des prévisions climatiques.
- ✧ Il est aussi indispensable de veiller à la cohérence d'ensemble de ces stratégies (eau, agriculture, santé, énergie, tourisme, littoral, etc.), en plaçant la question de l'eau au cœur des politiques publiques.

- ✧ Les systèmes de gouvernance intégrés nécessitent l'implication des acteurs concernés (publics et privés) dans les processus décisionnels engagés via des mécanismes novateurs.
- ✧ C'est difficile de tenir toujours compte de tous les intérêts, car les interventions à différents niveaux peuvent rendre les processus décisionnels relativement compliqués.
- ✧ Le risque de ralentissement et de distorsion de la mise en œuvre des politiques transversales impliquant des processus exhaustifs de consultation se pose également.
- ✧ Toutefois, limiter l'aspect inclusif des processus décisionnels aurait peut-être des inconvénients encore plus importants.
- ✧ Dans ce sens, l'amélioration du cadre réglementaire, de la qualité de la consultation et de la participation doit être encore l'un des principaux chantiers de réforme au Maroc.

- ✧ Dans l'optique de gérer les interdépendances entre le CC et la sécurité humaine, le système de relations formelles entre l'État et les acteurs économiques nécessite de nombreux aménagements.
- ✧ Ceux-ci doivent provoquer un changement d'attitude chez ces acteurs et l'abandon de la logique du « lobbying » — source soit de collusions ou de conflits — au profit d'une logique plus saine de « partenariats » également ouverts à d'autres intérêts, par exemple d'ordre social et environnemental.
- ✧ Une telle évolution impose la rénovation en profondeur les articulations entre pouvoirs publics et organisations économiques, sociales et environnementales.

- ✧ La gestion des connaissances scientifiques dans les domaines couverts par l'étude revêt une importance stratégique.
- ✧ Les connaissances devraient servir de point de départ pour sensibiliser davantage les acteurs concernés et pour développer leur perception des enjeux en question.
- ✧ L'insuffisance d'informations ou des informations inadaptées empêchent souvent d'adopter une véritable perspective stratégique à long terme.
- ✧ Ce type d'informations est de plus en plus difficile à produire, transmettre et coordonner.
- ✧ **Raison**: les connaissances sont de plus en plus évolutives, techniques, spécialisées et incertaines de sorte que le lien entre le système de connaissances et les processus décisionnels n'est pas toujours optimal.

- ✧ De plus, les solutions purement sectorielles, ayant souvent un contenu technique, aux enjeux posés peuvent nuire à la cohérence et à l'efficacité des décisions et politiques adoptées.
- ✧ C'est pourquoi, les pouvoirs publics sont encore confrontés au problème de recueillir suffisamment d'informations pour fonder valablement leurs décisions, et de renforcer les liens entre la science et la prise de décision dans les domaines à caractère complexe et transversal.
- ✧ Pour faire en sorte que leurs décisions soient davantage étayées par la recherche scientifique, les pouvoirs publics doivent encourager le développement d'une expertise nationale par la production de données scientifiques dans un certain nombre de disciplines clés et fixer des règles claires et transparentes d'évaluation de telles connaissances.

- ✧ L'accent doit être mis en particulier sur les aspects interdépendants des questions traitées pour faciliter la mise en place des politiques intégrées.
- ✧ Toutefois, et puisque la plupart des décisions ne pourront se fonder sur des certitudes scientifiques...
- ✧ il est indispensable de veiller à ce qu'un débat suffisamment large s'engage pour confronter les valeurs, les perceptions et les points de vue, afin de rendre les décisions plus acceptables par tous.
- ✧ Les pouvoirs publics doivent également être à même d'apprécier à leur juste valeur leurs interventions dans le débat public.

Pour consolider les systèmes de gouvernance dans la voie de l'intégration, l'adaptation des modèles de prise de décision s'impose.

Ces recommandations semblent très utiles :

Mise au point d'une définition claire des enjeux et des objectifs. Ceux-ci doivent être aussi consensuels et opérationnels et d'y sensibiliser toute partie prenante, aussi bien au sein ou en dehors des pouvoirs publics.

La nécessité d'un engagement clair, au plus haut niveau, qui se répercute dans tout l'appareil de l'État, afin de permettre l'établissement d'une stratégie efficace. Les critères de gouvernance essentiels à respecter dans ce sens tiennent à la volonté politique à haut niveau de fixer et de réaliser des objectifs ambitieux ; l'intégration systématique de ces objectifs dans les autres secteurs ; des outils adaptés, y compris résultant de l'activité innovante des collectivités locales ; et une participation large et active du public.

La mise en œuvre des stratégies globales devrait être pilotée par des « catalyseurs » au sein du gouvernement central, à charge pour les autres ministères de mettre au point leurs propres stratégies sectorielles en fonction des objectifs prioritaires définis. Les ministères sectoriels devraient mettre en place des organismes pluralistes et des mécanismes de suivi pour l'examen « interne » de leurs stratégies, à l'aide des outils les plus appropriés.

Suite

La décentralisation doit permettre d'éviter à la fois les inconvénients de procédures de consultation trop longues et la surpolitisation des débats nationaux.

Pour cela, il faudra assurer une intégration verticale permettant de traduire les orientations stratégiques en mesures concrètement applicables, et d'éviter à la fois une fragmentation excessive et des chevauchements de responsabilités.

Il faudra aussi assurer l'obligation de rendre compte dans les domaines concernés, le renforcement de capacités de transposition des normes nationales et internationales, l'accompagnement de la mise en œuvre des mesures prises et l'amélioration des connaissances techniques là où elles sont insuffisantes ou inadaptées.

La solution des problèmes passe par l'apport de données scientifiques claires, fiables et pertinentes dont les résultats doivent être communiqués au grand public aussi bien qu'aux organisations intéressées, afin d'assurer un niveau suffisant de sensibilisation et d'engagement.

II

Gouvernance de la sécurité alimentaire dans la perspective de la gestion du risque climatique et de la promotion de la santé publique: Réformes stratégiques

- ✧ Le Maroc offre aujourd'hui une image contrastée de sa situation env. et de son parcours de développement.
- ✧ Le chemin conduisant à la sécurité alimentaire et sanitaire dans le pays est encore long sachant que la distance déjà parcourue en ces domaines durant les dernières décennies reste tout de même considérable.
- ✧ Néanmoins, les systèmes alimentaire et sanitaire du pays restent confrontés à une tension importante.
- ✧ Les changements de mode de vie et des habitudes alimentaires, le vieillissement de la population ainsi que le CC sont des facteurs responsables de l'émergence constante ou de l'expression de carences nutritionnelles, de nouveaux agents pathogènes et de leur diffusion au sein des populations.

- ✧ Sur le plan alimentaire, le Maroc n'étant pas aujourd'hui en mesure d'assurer son autosuffisance en produits de base ni même, y compris par les importations, de satisfaire entièrement la demande exprimée.
- ✧ Les fortes fluctuations de la production agricole nationale dues aux aléas climatiques, des capacités limitées de stockage des récoltes et la faible diversité des denrées produites, sont autant de facteurs d'insécurité alimentaire pour le pays.
- ✧ Le CC multiplie les menaces qui pèsent à présent sur la sécurité alimentaire et sanitaire et amplifie le phénomène de la faim, des épidémies et de la malnutrition. Les catastrophes naturelles deviendront plus fréquentes et plus intenses, la terre et l'eau plus rares et de plus en plus inaccessibles, et les gains de productivité encore plus durs à obtenir.

- ✧ Le CC augmente la malnutrition infantile et réduit sensiblement la consommation de calories. De ce fait, ses impacts vont au-delà de ceux exercés sur la production alimentaire.
- ✧ Par conséquent, les actions à développer doivent viser les causes sous-jacentes plutôt que les symptômes de la vulnérabilité du système alimentaire.
- ✧ Dans ce sens, la lutte contre l'aggravation de la faim et de la dénutrition, amplifiées par le CC, devra être l'un des piliers du développement rural intégré au Maroc.
- ✧ Des investissements de productivité agricole agressifs sont donc nécessaires pour provoquer une augmentation de la consommation de calories telle qu'elle compense les impacts négatifs du CC sur la santé et le bien-être des enfants.

- ✧ La dépendance du Maroc vis-à-vis des importations agricoles et alimentaires augmentera pour plusieurs raisons : limites atteintes en matière d'extension, croissance démographique et l'intégration du pays dans le marché international.
- ✧ Cette dépendance et ouverture ainsi que les exigences croissantes du marché mondial en terme de compétitivité posent un défi aux choix faits par le Maroc dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.
- ✧ La moitié des ménages marocains est considérée comme vulnérable car exposée au risque d'insécurité alimentaire.
- ✧ Des régimes alimentaires souvent mal équilibrés, résultat des conditions socio-économiques médiocres et d'habitudes alimentaires peu diversifiées, sont à l'origine de déficiences nutritionnelles débouchant sur des pathologies chroniques.

- ✧ Dans sa quête de gestion rationnelle de l'eau, le Maroc a mis en place un dispositif incitatif d'investissement.
- ✧ Cependant, la question de l'eau soulève ses différents usages et la possibilité de son partage entre les différents secteurs.
- ✧ L'augmentation de la demande non agricole pourrait être une contrainte pour la production alimentaire.
- ✧ Elle appelle aussi à repenser l'utilisation de l'eau dans ces autres secteurs dans l'esprit de la concertation intersectorielle.
- ✧ Aussi, les différentes pollutions de l'eau dues aux pesticides, aux déchets solides, aux eaux usées et à leurs impacts sur les nappes phréatiques sont un élément à considérer dans le cadre d'une gouvernance intégrée car les politiques de gestion des ressources hydriques et de leur collecte pose le problème de leur impacts sanitaires.

- ✧ Bien que les secteurs de l'agriculture, de la santé et de la nutrition contribuent tous au bien-être du citoyen marocain, l'agriculture a rarement été utilisée comme un instrument visant la résolution des problèmes posés en relation avec les secteurs de la nutrition et de la santé.
- ✧ Toutefois, cet instrument est plus que jamais important avec les impacts du CC.
- ✧ Aussi, et dans un souci de sécuriser l'exploitation familiale, qui reste un pilier de la sécurité alimentaire en milieu rural, il importe de penser le développement agricole dans un cadre intégré assurant aux petits agriculteurs une place dans l'agriculture de demain.
- ✧ Pour améliorer les capacités de résistance et d'adaptation des petits exploitants, il faut améliorer leurs ressources, compétences, expertise et capacité d'influence politique.

- ✧ En absence d'une stratégie nationale intégrée et globale de sécurité alimentaire et sanitaire, les approches opérationnelles en la matière ne se composent que de la somme des interventions des secteurs ministériels et des bailleurs de fonds selon leurs sensibilités et leurs interprétations des actions engagées.
- ✧ En plus, l'intégration est nécessaire pour croiser les approches ou initiatives individuelles de sécurité alimentaire, nutritionnelle et sanitaire en conditions de chocs et de CC.
- ✧ Donc, le Maroc a besoin d'une politique intégrée permettant de mettre en phase la sécurité alimentaire et sanitaire et le CC.
- ✧ La mise en place d'une stratégie qui part de la nature des compromis que le pays veut faire dans le futur est un préalable pour un système alimentaire résilient.

- ✧ La gouvernance doit être en mesure de définir une approche opérationnelle qui est caractérisée par des mesures visant la sortie de l'insécurité alimentaire structurelle à travers un développement rural durable et d'autres actions conjoncturelles de prévention et de gestion des crises alimentaires, nutritionnelles et sanitaires.
- ✧ Ainsi, la sécurité alimentaire doit être associée à la sécurité économique, énergétique, hydrique, sociopolitique et env.
- ✧ La croissance économique dans une perspective de durabilité, de sécurité humaine et de renforcement des capacités institutionnelles constitue le cadre pour cette stratégie.
- ✧ Celle-ci doit définir les principes et les lignes directrices et se décliner en un plan d'action pour traiter les enjeux de vulnérabilité du système alimentaire.

- ✧ Une gouvernance intégrée de la sécurité alimentaire et sanitaire trouve parfaitement sa place dans le processus d'élaboration de la stratégie d'ACC.
- ✧ 3 points clés pour l'élaboration stratégie d'ACC cohérente peuvent être signalés :
 - une bonne connaissance des impacts climatiques locaux et des solutions socio-technico-économiques appropriées ;
 - Un cadre institutionnel adapté et une implication des parties prenantes institutionnalisées ;
 - L'identification des thèmes clés et des mesures possibles à mettre en place, souvent en lien avec les politiques existantes qu'elles soient sectorielles ou locales.

- ✧ L'établissement des liens entre les politiques d'adaptation et les politiques agricole et sanitaire s'avère crucial.
- ✧ Dans ce sens, le processus d'élaboration de la stratégie d'ACC serait l'opportunité adéquate pour faire mention des principes à respecter vis-à-vis de la sécurité alimentaire et sanitaire.
- ✧ De plus, l'adaptation de l'agriculture devrait être faite non seulement vis-à-vis du CC, mais aussi des exigences et de l'évolution du marché et des habitudes des consommateurs.
- ✧ En relation avec les dimensions de la vulnérabilité du système alimentaire, la sécurité des aliments, leur valeur nutritive, la commodité et la facilité de préparation doivent être les moteurs de l'agro-industrie.

- ✧ Cela montre que la recherche scientifique et l'innovation sont au cœur de l'adaptation de l'agriculture, et donc du système alimentaire.
- ✧ Dans ce sens aussi, toute stratégie nationale de recherche sur le CC et les secteurs primaires doit avoir comme axe prioritaire le renforcement des liens entre les sphères de la recherche, la décision et les professionnels.
- ✧ L'objectif est d'aligner les priorités de recherche, les politiques de développement et les réponses d'adaptation.
- ✧ La mise en place d'une gouvernance intégrée de la sécurité alimentaire mettant en jeu des systèmes biophysiques et socio-économiques, doit considérer 3 enjeux :

un niveau élevé de concordance entre l'organisation institutionnelle et le système biophysique (écosystèmes et leurs dynamiques), ce qui assure plus de robustesse et d'adaptabilité au système de gouvernance

la prise en compte de l'interaction qui peut avoir lieu lorsque le fonctionnement d'une organisation institutionnelle donnée affecte les résultats d'une ou plusieurs autres.

Les problèmes d'interaction entre les institutions sont dus au fait que les arrangements institutionnels individuels ne prennent pas souvent en compte les impacts qu'ils peuvent avoir sur les performances des autres secteurs

Les arrangements institutionnels sont similaires et reflètent des processus comparables dans les différentes échelles de gouvernance. Le passage du niveau local à un niveau supérieur plus agrégé est synonyme de plus d'hétérogénéité, d'institutions et du passage de l'influence individuelle à un système de prise de décision

- ✧ La gouvernance intégrée de la sécurité alimentaire et sanitaire face au CC exige des approches de gestion du risque.
- ✧ Celle-ci impose aux mécanismes de gouvernance, en cas de catastrophe ou de sinistre, un régime de fonctionnement exceptionnel pour une période de temps limité.
- ✧ Durant ce temps, la mobilisation des ressources, le flux d'informations et la décision doivent être efficaces/efficaces.
- ✧ Le Maroc dispose d'un nombre important d'institutions qui s'impliquent dans la gestion et la prévision des risques climatiques.
- ✧ Cependant, l'instauration d'un cadre homogène devra favoriser le flux d'informations entre ces principaux organismes décisionnels en charge des actions d'urgence.

- ✧ Les instruments politiques pour l'adaptation au CC, la sécurité sanitaire et alimentaire sont bien compatibles dans la plupart des cas. Cependant, certains aspects risquent d'être incompatibles et la prudence reste nécessaire.
- ✧ Par ex. l'intensification et la spécialisation dans la perspective de productivité produisent des problèmes env. et sanitaires.
- ✧ Étant donnée l'incertitude actuelle quant aux effets spécifiques du CC au niveau local, des politiques et programmes de développement bien conçus sont les meilleurs investissements en matière d'adaptation.
- ✧ Un programme de dvlpt qui favorise l'instauration d'une croissance pro-pauvres et encourage une agriculture durable contribuera aussi à la sécurité alimentaire et à l'adaptation.

- ✧ L'adaptation est plus facile lorsque les individus ont plus de ressources, et leur environnement économique a la souplesse voulue et répond à leurs besoins alimentaires et sanitaires.
- ✧ Le Maroc doit instaurer une instance pour surveiller les sécheresses, inondations torrentielles, incendies, attaques parasitaires et épidémies causées par le changement env. et portant atteinte aux êtres humains, plantes et animaux.
- ✧ Au niveau local, il faut renforcer les capacités techniques et institutionnelles des services et collectivités chargés de la prévention, de la prévision et de l'alerte sur les impacts du CC.
- ✧ Il est primordial aussi d'établir un système pour mesurer, suivre et contrôler les impacts du CC sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la santé, l'énergie et les ressources naturelles.

- ✧ Relever le défi de sécurité alimentaire dans la perspective d'une gouvernance intégrée nécessite l'adoption d'une approche sur deux fronts et inclut les mesures immédiates, à court, moyen et long terme, indiquées ci-après:

Mesures immédiates et à court terme

- Répondre d'urgence aux demandes d'assistance pour faire face à des crises dues à la faim et à la malnutrition, en renforçant les programmes de secours et les filets de sécurité (protection sociale).
- Fournir un appui budgétaire ou un appui à la balance des paiements; réexaminer le service de la dette et simplifier les procédures d'éligibilité aux mécanismes financiers existants à l'appui de l'agriculture et de l'environnement.
- Faciliter l'accès des petits producteurs aux semences, aux engrais, aux aliments pour animaux, à l'assistance technique et aux autres intrants appropriés.
- Améliorer l'infrastructure commerciale.
- S'assurer que les politiques alimentaires, agricoles et commerciales connexes soient de nature à favoriser la sécurité alimentaire pour tous, en menant rapidement à son terme le cycle de négociations commerciales de Doha et en limitant le plus possible les mesures restrictives qui pourraient accroître la volatilité des cours internationaux.

Mesures à moyen et à long termes

- Préserver la biodiversité et renforcer la résilience des systèmes de production vivrière face au CC.
- Accroître nettement les investissements dans la science et la technologie pour l'alimentation et l'agriculture.
- Intensifier la coopération orientée vers la recherche, la mise au point, l'application, le transfert et la diffusion de technologies améliorées et d'approches en matière de politiques.
- Établir des conditions en ce qui concerne la gouvernance et les politiques propres à faciliter l'investissement dans des technologies agricoles améliorées.
- Poursuivre les efforts de libéralisation des échanges internationaux de produits agricoles en réduisant les obstacles au commerce et les politiques qui créent des distorsions sur les marchés.

- ✧ Pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire au Maroc, le gouvernement et les bailleurs de fonds ont d'abord privilégié les mesures de relance de la production agricole.
- ✧ Toutefois, la disponibilité en nourriture reste insuffisante pour empêcher la faim et garantir l'accès aux aliments.
- ✧ Les moyens d'accès peuvent comprendre le revenu, l'emploi, ou la capacité d'obtenir de la nourriture par l'intermédiaire de programmes de production, d'échange ou de soutien social.
- ✧ De plus, les considérations qualitatives de la conversion de la consommation alimentaire en bien-être nutritionnel passent par l'état de santé de la population, l'hygiène et l'éducation.
- ✧ Il est donc important d'assurer une amélioration des revenus et la redistribution des biens sociales, notamment au profit des groupes vulnérables.

- ✧ En somme, le Maroc doit se doter d'une vision de la sécurité alimentaire qui permet au pays la capacité de procurer à la population toute entière, via un système alimentaire efficace, un accès opportun et continue à une offre alimentaire fiable pour une nutrition adéquate.
- ✧ Cette vision doit de désagréger du niveau macro-national aux niveaux ou échelles de familles, de ménages ou d'individus.
- ✧ De même, il faut passer des aspects quantitatifs (disponibilités) aux aspects qualitatifs (régimes alimentaires, éducation nutritive et sanitaire ...).
- ✧ L'implication du secteur privé, au traves des mécanismes de PPP, peut être un élément de compétitivité et d'efficience.
- ✧ Cependant, il importe de veiller à ce que les ressources de base ne fassent l'objet de concessions affectant leur durabilité.

III

Gouvernance de la sécurité sanitaire dans la perspective de la gestion du risque climatique et d'une sécurité alimentaire durable: Réformes stratégiques

- ✧ Les enjeux climatique et alimentaire rendent nécessaire la mise en place de nouveaux cadres et systèmes de gouvernance sanitaire et en la matière, les besoins d'amélioration des capacités d'action du Maroc sont considérables.
- ✧ Les outils traditionnels de santé publique (approvisionnement en eau, assainissement, alimentation saine et en quantité suffisante, vaccination, surveillance des maladies, lutte efficace contre les vecteurs, la préparation aux catastrophes) seront essentiels pour une meilleure gouvernance climatique.
- ✧ Toutefois, le renforcement des capacités passe par le déploiement d'efforts sur les zones et les populations à haut risque afin d'éviter les traumatismes, les maladies et les décès liés aux risques climatiques.

- ✧ Point commun entre la majorité des pays, le système de santé du Maroc présente des atouts et des faiblesses.
- ✧ Des progrès indéniables ont été accomplis ces dernières décennies en matière de santé ; mais ...
- ✧ de très nombreux problèmes restent posés, et de nombreuses insuffisances grèvent encore l'efficacité et la capacité du système de santé à faire face aux impacts du CC.
- ✧ L'élargissement des perspectives sanitaires aux dimensions du territoire du pays doit se traduire par une demande d'ancrage local fort et une politique volontariste rigoureuse.
- ✧ Les différents changements enregistrés à l'intérieur et autour du système de santé marocain et les enjeux auxquels il est confronté, rendent une réforme nécessaire et opportune pour doter d'un système de bonne gouvernance sanitaire.

- ✧ L'arsenal juridique marocain demeure en deçà des ambitions affichées récemment par le Royaume dans la lutte contre le CC, la protection de l'env. et la sécurité sanitaire.
- ✧ Il y a un corps important de textes, mais la plupart sont anciens et nécessitant une certaine adaptation pour fournir à la gestion des risques naturels et technologiques un cadre plus adéquat.
- ✧ Sur le plan institutionnel, les textes fixant les attributions et l'organisation des différents ministères, débouchant sur une coopération interministérielle difficile, ne reflètent pas de manière fidèle la forte préoccupation du Maroc par rapport à la prévention des risques naturels.
- ✧ Cela grève relativement les perspectives de développement d'un cadre de gouvernance adapté et optimal.

- ✧ La plupart des acteurs sont de plus en plus conscients que les impacts du CC engendreront des défis majeurs pour la gouvernance sanitaire au Maroc.
- ✧ Celui-ci a pu instaurer une politique de prévention, mais il a toujours du mal à assurer au citoyen sur tout le territoire un accès égal et régulier aux soins appropriés.
- ✧ La disponibilité de l'offre et la suffisance et la qualité des services sont encore problématiques. L'un des plus grands défis ici est lié à la difficulté d'accès aux soins.
- ✧ En termes de ressources humaines, le Maroc se trouve dans une situation de déficit qui le place parmi les pays qui ne sont pas au même niveau de développement.
- ✧ Les indicateurs sur la densité médicale et la capacité de formation révèlent l'existence d'une pénurie généralisée.

- ✧ En terme de financement de la santé, il est caractérisé par une grande complexité engendrée par une faible couverture médicale et une inflation des coûts de la santé.
- ✧ Cette inflation est due à l'augmentation de la dépense globale de santé devant la transition démographique (vieillesse de la population) et épidémiologique (nouvelles pathologies liées au changement du mode de vie et l'évolution du climat).
- ✧ La gouvernance de l'action sanitaire repose sur l'idée fondamentale que les ressources à la disposition des gouvernements pour améliorer la santé pourraient être déployées de manière plus efficace et plus équitable.
- ✧ Elle suppose l'emploi par les pouvoirs publics et privés des mécanismes, règles et processus pour traiter les problèmes de santé dont la gestion efficace nécessite une action collective.

- ✧ Les réformes stratégiques qui doivent prendre place afin de permettre au Maroc de faire face convenablement aux risques sanitaires induits par le CC devront reposer sur 3 axes durs : la planification, la contractualisation et la régulation.
- ✧ Le CC et ses conséquences sanitaires ont fait émerger l'idée selon laquelle les gouvernements ne sont pas les seuls à détenir le monopole de l'expertise ou des ressources lors de l'élaboration et de l'application des politiques publiques.
- ✧ Dans ce sens, la « gouvernance multiniveau » a récemment émergé comme convenant bien aux défis posés par l'atténuation et l'adaptation au CC.
- ✧ Elle est devenue une notion commode pour désigner des rapports entre des paliers de gouvernement qui ne se réduisent pas à une relation hiérarchique.

- ✧ Ce mode de gouvernance offre un système plus souple, favorisant l'efficacité, la cohérence et les économies d'échelle, et assurant la confiance des citoyens en leur administration.
- ✧ Cette approche s'inscrit dans les efforts des gouvernements ou d'autres acteurs à engager les communautés à améliorer la santé grâce à une stratégie intégrée qui tient compte de toutes les composantes sociales.
- ✧ Dans ce cadre de gouvernance, la politique ne se limite pas à l'organisation des prestations de soins, elle comprend également l'action sur les déterminants de la santé et qui sont en majorité des déterminants socio-économiques et env.
- ✧ Rappelons ici que de nombreux problèmes de santé sont influencés par les décisions prises au titre de la gouvernance dans d'autres secteurs.

- ✧ Ces facteurs sont eux-mêmes liés aux politiques relatives au revenu, au logement, à l'emploi, aux transports, à l'agriculture, à l'alimentation, à l'env. et à l'éducation, qui dépendent à leur tour des schémas du commerce international, des échanges, des finances, de la culture, etc.
- ✧ D'où l'importance des politiques intégrées impliquant plusieurs secteurs dans le cadre d'une gouvernance multiniveau.
- ✧ Toutefois, la déclinaison pratique de ce type de gouvernance se trouve confrontée à certaines contraintes liées:
 - à l'organisation de la fonction publique encore centralisée;
 - à l'absence de traditions de formulation de politiques intégrées, notamment dans les domaines intersectoriels;
 - à l'absence ou l'insuffisance du cadre réglementaire organisant la relation entre le secteur public et privé; et
 - à l'absence d'approche globale de la question de la santé.

- ✧ Pour le Maroc, la mise en œuvre d'une gouvernance multiniveau en matière de CC sur le plan sanitaire requiert de réelles capacités institutionnelles.
- ✧ Lorsque les capacités sont insuffisantes, ou lorsqu'un gouvernement n'est pas en mesure de mettre effectivement en œuvre ses propres politiques, les conséquences peuvent être lourdes pour la société.
- ✧ La question de la faisabilité paraît donc essentielle car avant de mettre en œuvre des politiques publiques octroyant plus de responsabilités aux niveaux hiérarchiques inférieurs, il importe de mesurer la capacité institutionnelle de ceux-ci.
- ✧ L'incohérence des politiques a également un coût économique supporté souvent par les contribuables.

- ✧ Dans un univers de plus en plus complexe, il est dans l'intérêt de tous de prendre en compte la dimension « dvlpt humain » lors de l'élaboration des politiques publiques.
- ✧ Assurer la cohérence entre les objectifs sanitaires dans les politiques climatiques et les objectifs des autres politiques, à tous les échelons de la gouvernance, reste très important.
- ✧ Les politiques appliquées aux niveaux régionaux et locaux doivent être alignées avec les politiques nationales, ainsi qu'avec celles des autres collectivités locales.
- ✧ Les incompatibilités et contradictions possibles doivent être évaluées et réglées. La subsidiarité et la gouvernance participative jouent ici un rôle non négligeable.

- ✧ La couverture de santé universelle devrait être également une priorité stratégique pour le Maroc. Deux éléments fondamentaux sont en jeu :
 - l'accès aux services nécessaires (promotion, prévention, traitement et réadaptation) pour une bonne santé ; et
 - la protection financière qui empêche que la dégradation de la santé publique ne conduise à la pauvreté.
- ✧ Pour prendre de bonnes décisions, les décideurs locaux et régionaux doivent avoir accès aux informations de qualité.
- ✧ Un dialogue entre scientifiques, experts et décideurs doit être institutionnalisé. Un tel outil facilite l'information et la sensibilisation des acteurs sur la façon dont le CC affectera les communautés sur le plan sanitaire.

- ✧ Plus il y aura d'infos sur les impacts locaux et régionaux du CC, plus les politiques publiques élaborées à ces niveaux en seront positivement influencées.
- ✧ De plus, l'évaluation de la vulnérabilité régionale et locale stimule la réflexion sur l'adaptation et l'atténuation du CC.
- ✧ La connaissance des risques encourage le dialogue public et permet aux citoyens de se prononcer sur la priorisation des actions des collectivités locales.
- ✧ Des politiques inefficaces et une collaboration insuffisante entre les acteurs concernés, peuvent se traduire par l'incapacité de répondre aux besoins sanitaires.
- ✧ La collaboration entre les secteurs public et privé en matière de recherche et d'innovation sur les pratiques et techniques d'adaptation facilite la mise au point de mesures d'adaptation efficace visant à atténuer les risques pour la santé.



Merci pour votre aimable attention